



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

CES/2004/48
16 décembre 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DE STATISTIQUE et
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS

Cinquante-troisième réunion plénière

(Genève, 13-16 juin 2005)

**RAPPORT DE LA RÉUNION CONJOINTE CEE-ONU DC CONSACRÉE
EN NOVEMBRE 2004 AUX STATISTIQUES DE LA CRIMINALITÉ**

INTRODUCTION

1. La réunion conjointe CEE-ONU DC s'est tenue du 3 au 5 novembre 2004 à Genève. Y ont participé des représentants des pays suivants: Allemagne, Australie, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Italie, Lituanie, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Royaume-Uni et Slovaquie. La Commission européenne était représentée par la Direction générale justice et affaires intérieures et par Eurostat. L'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI), l'Institut d'Helsinki pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance (HEUNI), Transcrime, le John Jay College of Criminal Justice (États-Unis), l'European Sourcebook on Crime and Criminal Justice Statistics et l'Université de Lausanne (Suisse) étaient également représentés.

2. M. Frits Huls (Pays-Bas) a été élu président de la réunion.

3. Les thèmes de fond ci-après ont été examinés:

Débat 1: Besoins nationaux et internationaux en matière de statistiques de la criminalité.

Président: M. Frits Huls (Statistics Netherlands)

Animateur: M. Kauko Aromaa (Finlande)

Communications: M. Paul Smit (Ministère néerlandais de la justice), Stan Lipinski (Ministère canadien de la justice), Igor Bele (Ministère slovène de la justice), Monika Olsson (Commission européenne)

Débat 2: Activités internationales de collecte et de diffusion des statistiques.

Président: M. Jan van Dijk (UNICRI)

Animateur: M. Gordon Barclay (Office for National Statistics du Royaume-Uni)

Communications: Marleen De Smedt (Eurostat), Anna Alvazzi del Frate (ONUDC), Wolfgang Rhomberg (ONUDC), Kauko Aromaa (HEUNI), Martin Killias (Université de Lausanne).

Débat 3: Exemples d'enquêtes concernant les victimes menées par des services nationaux de statistique de la région.

Président: M. Steven Smith (États-Unis)

Animateur: M. Paul Smit (Ministère néerlandais de la justice)

Communications: Maria Giuseppina Muratore (ISTAT, Italie), Tatjana Skrbec (Slovénie), Chris Libreri (Bureau of Statistics de l'Australie).

Débat 4: Études de victimisation: Aperçu général des méthodes utilisées, questions méthodologiques et de réalisation, domaines dans lesquels il est nécessaire d'élaborer des normes.

Président: M. Roy Jones (Canada)

Animateur: M^{me} Linda Laura Sabbadini (Italie)

Communications: Steven Smith (États-Unis), Roy Jones (Statistique Canada), Jon Simmons (Home Office du Royaume-Uni), Britta Kyvsgaard (Ministère danois de la justice).

Débat 5: Programmation future des travaux.

4. Les débats ainsi que de la discussion sur les futurs travaux sont résumés ci-après. Les principales conclusions auxquelles sont parvenus les participants sont présentées plus en détail dans l'annexe (en anglais seulement).

RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS

5. Le besoin de statistiques de la criminalité aux niveaux national et international a été étudié en détail. Les statistiques ordinaires de la criminalité et de la justice pénale ne donnaient pas tous les renseignements voulus. On a fait valoir la nécessité d'approfondir les observations superficielles et d'examiner les tendances régionales au lieu de se cantonner au seul niveau national.

6. L'accent a été mis sur la nécessité d'améliorer la qualité et le contenu des données criminelles provenant des principales sources administratives (statistiques des établissements pénitentiaires, des tribunaux, de la police et du parquet). Les participants sont tombés d'accord sur la nécessité de conjuguer les données des différentes sources pour obtenir un tableau général de la délinquance et de la victimisation. L'intégration des statistiques provenant des différents secteurs de l'administration et de l'appareil répressif pouvait conduire à l'élaboration d'une politique fondée sur des données objectives et aider à planifier des objectifs.

7. Les participants ont jugé nécessaire de former les utilisateurs aux techniques de base. Il importait aussi d'échanger des données d'expérience sur les modes de collecte des statistiques en matière de criminalité et de justice pénale ainsi que sur la réalisation d'études de victimisation. Le savoir-faire méthodologique d'un pays pouvait être formateur pour un autre pays demandeur. On a également discuté du rôle des organisations internationales en matière d'appui et de coordination dans ce domaine.

8. La discussion a fait apparaître l'importance de disposer de sources de données comparables, notamment de recueils internationaux de statistiques (l'enquête de l'Organisation des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale et l'European Sourcebook) ainsi que d'études spéciales telles que l'Enquête internationale sur les victimes de la criminalité, l'Enquête internationale sur la délinquance dans les affaires, et l'Enquête internationale sur la violence contre les femmes. Toutefois, ces activités étaient freinées par le manque de ressources et risquaient donc d'être interrompues. Il n'existait pas encore de méthode coordonnée, ce qui laissait subsister un certain nombre de problèmes de définition et de qualité. Un effort concerté devrait notamment viser à échanger des renseignements recueillis au plan national pour une analyse secondaire et à recueillir régulièrement des données comparables sur certains délits au niveau national ou régional. À cette fin, il fallait circonscrire et coordonner les travaux, et fixer des objectifs restreints mais réalisables, s'inspirer de ce qui existait déjà aux niveaux national et international et dégager des moyens suffisants.

9. On a d'autre part souligné l'importance des enquêtes internationales sur les victimes de la criminalité pour disposer de données internationales comparables. On a aussi fait valoir la nécessité de favoriser la réalisation d'enquêtes nationales de victimisation dans le cadre des statistiques officielles.

10. De l'avis général, les enquêtes auprès des victimes étaient importantes pour recueillir et diffuser des statistiques sur la criminalité. Toutefois, il convenait de noter que de telles enquêtes reflétaient l'expérience de victimes telle que celles-ci l'avaient vécue, ce qui pouvait varier selon le contexte culturel. Les comparaisons n'étaient donc pas toujours possibles. Il n'existait pas de méthodologie unique applicable à tous les pays. Il fallait tenir compte d'un certain nombre de questions d'ordre général, notamment le territoire étudié (pays, région, agglomération, quartier), la population ciblée, la manière d'aborder les questions sensibles, le lien avec le Code pénal du pays, les relations entre la victime et le délinquant, l'articulation entre les résultats des études et les autres sources de données (statistiques policières et autres études auprès des victimes menées dans le pays) et enfin, la mesure de la fréquence en fonction du moment où des faits étaient constatés.

11. Les participants sont tombés d'accord sur le fait que les données constatées comme les études de victimisation étaient nécessaires pour se faire une idée plus précise de la criminalité. Ces dernières pouvaient être utilisées pour obtenir des informations sur la délinquance peu ou non signalée, donner des détails sur les circonstances de tel ou tel délit et définir des groupes à risque. Par contre, elles ne permettaient de recenser que les délits perçus comme tels par les personnes interrogées et la perception de la gravité pouvait varier selon les circonstances.

12. L'accent a été mis sur le fait que les études de victimisation dépendaient de paramètres méthodologiques essentiels: la formulation et l'ordre des questions, les biais de rappel, le mode de collecte des données, le plan de sondage et la taille de l'échantillon et les méthodes d'entretien. Les participants ont jugé nécessaire d'étudier plus avant ces questions à des fins d'harmonisation et pour mieux conduire les études (au moyen par exemple d'une étude bibliographique).

TRAVAUX FUTURS

13. Il est proposé que dans leurs travaux menés conjointement sur les statistiques de la criminalité et de la justice pénale, la CEE et l'ONUDC tiennent compte des activités entreprises dans ce domaine par différentes institutions et organisations (par exemple dans le cadre du Système statistique européen et d'autres systèmes) et s'attachent:

a) À perfectionner un cadre intégré de statistiques officielles en matière de justice pénale et à renforcer les systèmes existants de collecte de données en tenant compte du Manuel de l'ONU et du rôle des services nationaux de statistique et des organismes officiels chargés d'élaborer des statistiques concernant la justice pénale;

b) À continuer à encourager les mesures tendant à l'élaboration d'une terminologie et de définitions communes dans la région;

c) À promouvoir les études de victimisation dans le cadre des statistiques officielles et à élaborer des lignes directrices pour ces études, que celles-ci soient menées dans le cadre d'études à objectifs multiples ou en tant que telles.

14. Les participants ont constaté qu'il importait d'engager un travail de longue haleine en vue:

a) d'intégrer et d'élaborer de manière objective un système de statistiques de la police, du parquet, des tribunaux et des établissements pénitentiaires et de collecte d'informations concernant les victimes et b) de comparer à l'échelon international les statistiques de la criminalité, les concepts, les définitions et les conceptions des systèmes de justice pénale. Dans un premier temps, il a été proposé de s'attacher à élaborer des lignes directrices pour les études de victimisation et des méthodes permettant d'améliorer les principales institutions et organisations ainsi que les variables essentielles ou les collectes de données.

15. Les travaux relatifs aux études de victimisation pourraient privilégier l'échange de données d'expérience entre pays ayant déjà réalisé ce type d'études et l'élaboration de lignes directrices sur leur conception, leur exécution et leur utilisation. À cette fin, on tiendrait compte de l'expérience acquise dans le cadre des enquêtes internationales sur les victimes de la criminalité et par les services nationaux de statistique (par exemple aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada, au Pays-Bas, en Australie et en Italie).

16. Les participants sont convenus de la nécessité de donner davantage de temps (une semaine) au Groupe directeur pour examiner les projets de futurs travaux et formuler des observations.

17. Le Groupe directeur se composait de l'Albanie, du Canada, des États-Unis d'Amérique, des Pays-Bas, de la Slovénie, de la CEE et de l'ONUUDC.

18. La réunion a proposé:

- ◆ La poursuite de la coordination des travaux par le Groupe directeur des statistiques de la criminalité et de la justice pénale afin d'atteindre les objectifs décrits plus haut. L'Union européenne a demandé à ne pas faire partie du Groupe en raison d'un manque de moyens.
- ◆ La création d'un «réseau régional» de centres pour les statistiques de la criminalité et de la justice pénale (services nationaux de statistique ou organismes chargés d'élaborer les statistiques concernant la justice pénale).
- ◆ La constitution d'une équipe spéciale sur les études relatives aux victimes composée de pays, d'organisations supranationales ou internationales ayant pour mandat:
 - i) De mener des enquêtes dans les pays qui ont entrepris des études de victimisation ou qui prévoient de le faire et de recueillir des informations sur les méthodes utilisées;
 - ii) D'analyser les points communs et les différences entre les méthodes utilisées par les pays et dans les enquêtes internationales sur les victimes de la criminalité et de recenser les domaines où il faudrait élaborer des recommandations communes;
 - iii) D'échanger des données d'expérience concernant les méthodes expérimentées et, si nécessaire, d'en essayer de nouvelles;
 - iv) D'élaborer des directives méthodologiques permettant de répondre à des questions concernant par exemple les conditions minimales à remplir pour réaliser une étude de victimisation, la périodicité de telles études, l'organisation de l'étude, les types de délit à prendre en compte, la période à considérer, le plan de sondage optimal, l'incidence des méthodes d'entretien sur la comparabilité des résultats, la sélection et la formation des enquêteurs, le suivi de la qualité.

19. L'Équipe spéciale serait composée de représentants de l'Australie, du Canada, des États-Unis d'Amérique, de l'Italie, de la Pologne, du Royaume-Uni, de l'HEUNI, de la CEE et de l'ONUUDC.

20. Une réunion d'examen aurait lieu fin 2005 pour faire le point des progrès réalisés.

ANNEX

SUMMARY OF THE MAIN CONCLUSIONS REACHED BY THE PARTICIPANTS DURING THE DISCUSSIONS

Session 1: National and International Demands for Crime Statistics.

Chair: Mr. Frits Huls (Netherlands – Statistics Netherlands)

Documentation: Invited papers by Netherlands, Canada, Slovenia, European Commission

Discussant: Mr. Kauko Aromaa (European Institute for Crime Prevention and Control, Finland)

1. The meeting agreed that crime statistics may be produced for different purposes, in particular for the measurement of crime, for the assessment of the efficiency of the criminal justice system and for monitoring the success of crime prevention policies. Traditionally crime and criminal justice statistics were meant for measuring workload (and performance) of the bureaucracy rather than measuring crime. Over time, beyond their long-established role of efficiency indicators, crime and criminal justice statistics started being used as a tool to assess citizens' risks and to develop crime prevention programmes. Nevertheless, assessing the crime problem requires looking at the entire system, supplementing the information with victim surveys while taking into account that even victim surveys cannot capture everything.
2. The meeting noted that traditional crime and criminal justice statistics from the main administrative sources (prison, court, police, prosecutor records) are often difficult to read and hardly comparable, especially for non-experts. The development of victim surveys over the past three decades has contributed to obtaining supplementary information on the context in which crime occurs and experiences of victimisation.
3. The meeting agreed that it has become necessary to identify new and diversified data sources to answer multi-dimensional and complex questions. Furthermore, more analysis of existing data would help make them more useful for the community.
4. The meeting agreed that, in order to reach an integrated approach it is essential to a) improve the quality and content of crime and criminal justice administrative data, b) combine data from various sources to obtain a complete picture of crimes and victimization and c) bear in mind the need to look at regional/international trends as opposed to focusing solely on the national level.

Session 2: International activities in the collection and dissemination of statistics.

Chair: Mr. Jan van Dijk, UNICRI

Documentation: Invited papers by Eurostat, UNODC (2 papers), HEUNI, University of Lausanne

Discussant: Mr. Gordon Barclay (Home Office, UK)

5. The meeting noted that the demand for comparable data has increased over the past few years. The web pages containing publications on international crime statistics are among the most visited pages in the websites hosting them. The process towards comparable information may be facilitated by the development of comparable surveys.

6. In this respect, the meeting noted that the European Statistical System (ESS) for the first time included crime statistics in its 2004 work programme. This was due to considerable interest expressed by EU Members in developing crime statistics. This will lead to the establishment of a task force and the finalisation of an Action Plan to respond to needs and demands in this area, define the need for crime statistics, combine information on organized and volume crime, and establish co-ordination within and outside the EU. A series of further steps will include the development of indicators and utilization of data from other datasets.

7. The meeting noted the main international collections of crime and criminal justice statistics, namely the United Nations Surveys on Crime Trends and the Operations of Criminal Justice Systems, regularly conducted by UNODC¹, and the European Sourcebook of Crime and Criminal Justice Statistics², as well as a number of international victim surveys, including the International Crime Victim Survey (ICVS)³, the International Crime Business Survey (ICBS)⁴, and the International Violence Against Women Survey (IVAWS)⁵.

8. The meeting noted that the objective of international statistics should be sharing of national outputs for secondary analysis in view of obtaining regular comparable data on selected offences at the national/regional level.

9. The meeting also agreed that comparable sources of data, such as international collections and special surveys, often suffer because of lack of resources, sustainability and co-ordinated approach. Such initial shortcomings may generate further problems in the analysis and understanding of data.

Session 3: Examples of victim surveys implemented by national statistical offices in the region.

Chair: Mr. Steven Smith, Bureau of Justice Statistics, USA

Documentation: Invited papers from Italy, Slovenia, Australia

Discussant: Mr. Paul Smit (Ministry of Justice, The Netherlands)

10. Victim surveys are an indispensable component of the system of crime and criminal justice statistics. Nevertheless, they should not be expected to provide a perfect measure of crime since they can only capture what victims perceive as crime.

11. The meeting noted that in several countries in the region victim surveys are regularly conducted within the programme of work of National Statistical Offices. Examples were presented from Italy, Slovenia and Australia.

12. The meeting noted that there was no one methodology that could serve all. Victim surveys may differ on a number of general issues, that include their coverage (national, regional, city,

living area), the size of the sample and the method used to check the exact time when the incident occurred (depending on use of calendar year, time period, “dear dates”, or asking about the actual date of the incident). Such differences may also determine a different relationship of victim surveys result with administrative statistics.

13. Quality issues should apply to both administrative and survey data. The meeting noted that recent initiatives towards improving data collection and analysis have developed within the framework of social research rather than in NSOs. Since crime has not been a priority in social statistics so far, the role of the National Statistical Offices has remained very limited. A more active involvement of NSOs may contribute to the development of a system of crime and criminal justice statistics, which may be based on further use of the UN Manual for the Development of a System of Crime and Criminal Justice Statistics.

14. In each country a number of different agencies may be involved in the collection of crime and criminal justice statistics, thus generating problems with coordination. The meeting noted an example presented from Australia, where the National Centre of Crime and Justice Statistics counts 27 different contributing agencies. Nevertheless, the problems of internal coordination among different agencies in one country may be similar to problems of international comparability. Therefore, the priority should reside in the development of clear definitions and comparable information within and across countries.

Session 4: Victimization Surveys: An overview of methods used, methodological and implementation issues, areas where standards need to be developed.

Chair: Mr. Roy Jones (Statistics Canada).

Documentation: Invited papers by USA, Canada, UK, Denmark

Discussant: Ms. Linda Laura Sabbadini (ISTAT, Italy).

15. The meeting noted examples of different victim surveys methods and integrated systems of crime statistics. For example, the British Crime Survey is conducted with the face-to-face method in England and Wales with a sample between 10,000 and 20,000 respondents every two years since 1982. In 2001 a continuous survey was introduced with a sample of 40,000, which is expected to increase to 50,000 in 2004-05. In the United States, the National Crime Victim Survey (NCVS) is conducted with a sample of 40,000 households interviewed by telephone twice a year. Only the first meeting is face-to-face, thereafter, all contact is via the telephone.

16. The meeting noted that, even with very large samples, victim surveys can hardly provide details at the local level.

17. The meeting noted an example of software to conduct victim surveys, based on the NCVS, developed with the support of the Office of Victims of Crime of the USA. The software, a replica of NCVS which is downloadable from Internet, allows surveys to be conducted by using the same methodology as the NCVS.

18. The issue of developing guidelines and setting minimum standards for publication of victim surveys results was also discussed: it was suggested that a 5% confidence level be internationally adopted as the threshold for data presentation in publications.

19. Integration of statistics from various parts of the criminal and administrative system can lead toward evidence-based policy making and assist in planning purposes. The meeting noted that several countries, including the USA, Canada and the United Kingdom already produce integrated publications on victim surveys and police statistics.

Session 5: Development of an agenda for future work.

Chair: Fritz Huls, The Netherlands

Panelists: Mr. Kauko Aromaa, Finland (Discussant session 1), Mr. Gordon Barclay, UK (Discussant session 2), Ms. Linda Laura Sabbadini, Italy (Discussant session 3), Mr. Paul Smit, The Netherlands (Discussant session 4), Mr. Soenke Schmidt, European Commission, Ms. Anna Alvazzi del Frate, UNODC, Ms. Angela Me, UNECE

20. The meeting agreed that victim surveys might represent a first feasible step to be undertaken. Nevertheless, there is an interest in criminal justice operations, thus the need for a broader policy on crime and criminal justice statistics not only limited to surveys.

21. The objective of comparability is a very important one, however international comparability may be reached through different methods. The meeting noted that international standards should be approved by the Statistical Commission as general purpose indications.

22. The need for common definitions was expressed as one of the possible objectives. The meeting agreed that a small steps policy was the most appropriate for the follow-up phase of the process.

23. The meeting also discussed the need to produce metadata in order to increase the comparability of administrative data, which at the moment represent the core and the most extensively available source of information on crime in most countries.

¹ The Economic and Social Council, in its resolution 1984/48 of 25 May 1984, requested that the Secretary-General maintain and develop a United Nations crime-related database by continuing to conduct surveys of crime trends and operations of criminal justice systems. The major goal of the United Nations Survey is to collect data on the incidence of reported crime and the operations of criminal justice systems with a view to improving the analysis and dissemination of that information globally. The survey results provide an overview of trends and interrelationships between various parts of the criminal justice system to promote informed decision-making in administration, nationally and internationally. The survey is now in its eighth wave.

² The European Sourcebook of Crime and Criminal Justice Statistics is a survey of 39 European countries comparing statistical information available on crime and criminal justice statistics and, in particular, how this information was collected and defined. The Sourcebook, supported by the

Home Office of the United Kingdom, the Dutch Government and the Swiss Ministry of Foreign Affairs (through the University of Lausanne), has been published twice (in 1999 and 2003) and a third edition is in preparation.

³ The ICVS provides information on crime and victimization through a questionnaire, originally developed in English, translated into the languages of all participating countries, with the aim of obtaining internationally comparable information. To ensure this, all aspects of the methodology have been standardized to the maximum possible extent. The ICVS is coordinated by a Working Group composed by the Home Office of the United Kingdom, the Dutch Ministry of Justice, the Canadian Department of Justice, UNICRI and UNODC and has so far involved more than 70 participating countries.

⁴ The ICBS was conducted in nine Central-Eastern European capital cities in the year 2000. The project, promoted by UNICRI, follows the structure and organizational arrangements of the ICVS and is aimed at capturing the victimisation experiences of businesses, as well as their attitudes towards crime and crime prevention. The questionnaire has an emphasis on experiences of fraud, corruption, extortion and intimidation.

⁵ The International Violence Against Women Survey (IVAWS) is specifically designed to target violence against women and to make international comparisons. It utilizes the centralised method, standardisation and network of contacts developed for the International Crime Victim Survey (ICVS) combined with a specific sensitive survey tool for measuring violence against women at the international level. The project is co-ordinated by the European Institute for Crime Prevention and Control, affiliated with the United Nations (HEUNI) with inputs from an International Project Team representing the United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), Statistics Canada and the Australian Institute of Criminology (AIC). It has already been conducted in several countries including six in Europe.
